

CONVENTION SUR LE FUTUR DE L'EUROPE

Session Plénière du 24-25/04/03

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Intervention du Représentant Suppléant du Gouvernement Portugais
Manuel Lobo Antunes

Sur la partie "Dispositions Générales et Finales" je souhaiterais souligner ceci:

Quant à l'article C

- nous soutenons la proposition de placer dans la partie II l'actuel article 299 n°2 sur les Régions Ultrapériphériques. Notre soutien part du principe:
 - a) que les particularités et spécificités qui déterminent le caractère ultrapériphérique de certaines régions des Etats membres soient sauvegardées; le concept d'ultrapériphérie est bien précis et doit être préservé;
 - b) que le nouvel article soit incorporé au début de la partie II et en tant que disposition horizontale;
 - c) que ce nouvel article respecte et incorpore effectivement le contenu de l'actuel article 299 n°2.

Quant à l'article F

- nous soutenons la rédaction proposée par le Praesidium. Nous admettons que la Conférence Intergouvernementale destinée à revoir le Traité soit préparée par une Convention. Ce qui est essentiel, de notre point de vue, c'est que les procédures de cette révision soient uniformes sur la globalité du texte constitutionnel. Cela signifie qu'il ne devrait pas y avoir de processus de révision distincts du Traité selon les différentes Parties.

Quant à l'article G

- nous soutenons également la rédaction proposée par le Praesidium. Il nous semble que le fait de faire appel au Conseil Européen pour analyser

la situation d'une non ratification du Traité par un ou plusieurs Etats membres est une solution politiquement adéquate.

Quant à l'article I

- je souhaiterai rappeler que nous avons proposé d'inclure un article dans la Partie I sur le statut des Langues de l'Union. En tant qu'élément indissociable de l'identité nationale de chaque Etat Membre, la question des langues ne peut pas être reléguée au dernier article du Traité sous une formule uniquement bureaucratique. La dimension culturelle et identitaire des langues doit être clairement reconnue, ainsi que le principe d'égalité entre elles toutes.